



## ASIA FOCUS

# LE TRÈS GRAND JEU. PÉKIN FACE À L'ASIE CENTRALE

*Entretien réalisé par François Étienne, analyste*

**Emmanuel Lincot** / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut catholique de Paris, auteur de « Le très grand jeu. Pékin face à l'Asie centrale » (Éd. du Cerf, 2023)

Février 2024



## ENTRETIEN AVEC



**Emmanuel Lincot** / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut catholique de Paris, auteur de « Le très grand jeu. Pékin face à l'Asie centrale » (Éd. du Cerf, 2023)



Emmanuel Lincot, chercheur associé à l'IRIS, est professeur à la Faculté des lettres de l'Institut catholique de Paris et rattaché à l'UR « Religion, culture et société ». Spécialiste d'histoire politique et culturelle de la Chine contemporaine, s'intéresse également aux régions périphériques de la Chine, l'Asie centrale notamment. Il a publié aux éditions du Cerf «Le très grand jeu. Pékin face à l'Asie centrale».

---

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

**FRANÇOIS ÉTIENNE** : Vous citez en introduction Ted Rall : « *il faut être fou pour aller en Asie centrale* ». Avez-vous Pékin en tête ?

**EMMANUEL LINCOT** : Ted Rall est un dessinateur de presse et éditorialiste américain d'une rare perspicacité qui a écrit sur l'Asie centrale juste après l'effondrement de l'URSS et qui a parcouru l'Asie centrale quand, précisément, j'ai commencé à y mettre moi-même les pieds. La région était gangrénée par la drogue, les mafias, l'alcool et la prostitution. C'était vraiment une région de non-droit. D'autres voyageurs à l'époque comme Sylvain Tesson ont témoigné. On pouvait passer impunément d'une frontière à l'autre en glissant quelques dollars dans le passeport et le douanier généralement fermait les yeux. Le voyage y était toutefois éprouvant. Peu ou pas d'hôtels, une nourriture infecte et avariée, des routes défoncées...Il fallait être fou pour aller en Asie centrale. Les choses ont beaucoup changé en trente ans même s'il reste des zones à risque (Baloutchistan, Afghanistan, Tadjikistan, Turkménistan...). L'arbitraire y est resté la norme. Tous ces pays restent des dictatures et partagent en cela des affinités idéologiques fortes avec la Russie, mais aussi avec la Chine. Par ailleurs, le durcissement du régime chinois à l'encontre des étrangers qui, à tout moment peuvent être accusés d'espionnage, peut parfois nous faire penser qu'il y a aujourd'hui aussi un risque à se rendre en Chine, en effet.

**À quoi correspond l'Asie centrale dans l'imaginaire chinois ?**

C'est son Occident. J'entends par là que c'est une région située à l'ouest de son territoire. Lorsque vous avez dit cela, vous avez tout dit ou presque. D'un point de vue de ses représentations, la Chine considère dès lors que le bouddhisme est occidental. De même vis-à-vis de l'islam ou du christianisme venus de l'ouest via les Routes de la soie jusqu'en Chine. Même si la Grande Muraille n'a jamais été une frontière véritable entre la Chine et l'ouest, elle servait cependant de délimitation entre un monde sédentaire et un monde réputé dangereux, car différent, un monde nomade donc barbare. Une zone tampon se trouve à la charnière entre ces mondes. Ce sont les très hostiles déserts de Gobi et du Taklamakan où la Chine établit des garnisons sans jamais, durant toute la période impériale ou presque, revendiquer une souveraineté quelconque, car elle n'en a pas les moyens et surtout ce vocabulaire est anachronique par rapport à la réalité historique du moment. En tant que construction politique, un Empire, quel qu'il soit, n'a pas de frontières et ses limites (qui nous renvoient au fameux *limes* de l'Empire romain) sont rétractables ou dilatables au gré des circonstances et de la dynamique assignées par les conditions économiques et politiques du moment. En somme, l'Asie centrale est à la fois étrangère et familière sur le temps long à la Chine. Politiquement, c'est un espace qui s'est rouvert à elle en 1991 à la faveur de

l'effondrement de l'URSS. La région lui est essentielle dans ses activités commerciales et énergétiques à destination du Moyen-Orient proche ou, plus lointainement, l'Union européenne, son premier partenaire commercial.

**Inversement, à quoi correspond la Chine dans l'imaginaire des peuples d'Asie centrale ?  
 Constitue-t-elle, un « autre monde » ?**

La Chine est un monde convoité, quelles que soient les périodes, par les populations turco-mongoles. Les Wei, aux V<sup>e</sup> / VI<sup>e</sup> siècles, originaires vraisemblablement de l'Altaï, s'emparent de la Chine centrale et, se convertissant au bouddhisme, en officialisent les croyances, ce qui donnera lieu à un florissement de l'art d'inspiration bouddhiste dans le monde chinois. La dynastie T'ang au VIII<sup>e</sup> siècle – dont le fondateur Li Shimin, peut-être d'origine turcique d'ailleurs – est par deux fois perturbée par et la bataille de Talas (elle met alors aux prises des mercenaires turcs alliés des Tibétains et des Persans contre la dynastie impériale chinoise) et par la tentative de coup d'État d'un général d'origine turcique, An Lushan, vacille comme vacilleront les dynasties Song (XI<sup>e</sup> / XII<sup>e</sup> siècles) puis Ming (XIV<sup>e</sup> / XVII<sup>e</sup> siècles), tour à tour renversées par des cousins de ces populations turciques que sont respectivement les Mongols et les Mandchous. En somme, la Chine apparaît à tous comme un eldorado. Mais les seuls qui feront véritablement le lien, et durablement, entre la Chine et l'Asie centrale, ce sont les Mongols. D'une région à l'autre de l'Eurasie, ils ont façonné les sociétés qu'ils ont conquises et favorisé des échanges économiques ou des transferts de technologie comme jamais avec une relation ambivalente qui inspirait à leur fréquentation un sentiment à la fois de force et de déploiement de moyens, mais aussi de crainte. Et dès le Moyen-Âge, dans l'imaginaire politique des Russes tout particulièrement, les Mongols seront associés à la Chine. Les habitants du Khorezm, dans l'ouest de l'Ouzbékistan, ont également une peur réelle de ces envahisseurs venus de l'Est tout comme la population de Bagdad et plus généralement les musulmans du XIII<sup>e</sup> siècle pour lesquels, ces barbares dans leurs exactions sont synonymes d'un véritable traumatisme. Ce dernier est suffisamment ancré dans la psyché collective pour que le dirigeant irakien Saddam Hussein compare encore, au début des années 2000, les Américains comme étant des héritiers de Gengis Khan. En somme, dans l'imaginaire des populations centrasiatique et moyen-orientale, le danger vient de l'Est. On y a été façonné par la crainte que représente le péril jaune, comme en Occident.

**Comment cette image (*d'ex-conquérant impérial ?*), interagit-elle en Asie centrale avec, actuellement, la grande attractivité économique de la Chine pour la région ?**

Le sentiment qu'inspire la Chine est clivé. On redoute qu'elle devienne à sa manière et dans la continuité de l'occupation russe une puissance coloniale. On l'admire pour ses performances économiques. On la craint et l'exècre pour les répressions qu'elle exerce contre les Ouïgours, un peuple frère. On a besoin d'elle pour le développement des infrastructures, mais aussi comme débouché, car de son accès à la mer dépend la Chine comme lieu de transit pour les exportations. Bref, la Chine ne peut laisser indifférente d'autant que les réseaux routiers notamment sont pour la plupart aménagés par des équipementiers chinois. Allez au Tadjikistan, au Kirghizistan : les routes sont chinoises, empruntées par des poids lourds chinois et le plus souvent conduits par des chauffeurs chinois. C'est aussi cela qui fascine et qui alimente bien des inquiétudes. Ne risque-t-on pas d'être de nouveau des spectateurs de notre propre histoire, se dit-on un peu partout en Asie centrale ? C'est aussi cette problématique qui engage les dirigeants de ces pays à trouver des alternatives à une coopération par trop exclusivement chinoise. J'en veux pour preuve les rencontres d'Emmanuel Macron avec ses homologues, d'abord mongol, en avril, puis kazakh et ouzbek en novembre dernier ; enfin par les visites successives de ses homologues tadjik et kirghize ou encore par la réponse favorable de Paris à être en avril prochain l'hôte d'un forum d'investissements pour l'énergie turkmène. Tous ces pays mettent en œuvre une diplomatie multi-vectorielle pour échapper aux hégémonies régionales, mais aussi parce que la croissance y est forte et que les besoins en termes de développement sont importants.

**Vous souhaitez dés-européaniser le regard académique sur l'Asie centrale, en attirant notamment l'attention sur la recherche sécuritaire sur la région menée en Chine. Quel aspect de la relation Chine-Asie centrale s'en dégage particulièrement ?**

Un énorme investissement des Chinois sur l'Asie centrale émane de leurs *think tanks*. Ce fait est à souligner quand on le compare en revanche au désintérêt des Chinois pour l'Inde, paradoxalement. Le plus souvent nous méprisons cette production chinoise et nous nous tournons vers les *think tanks* américains pour comprendre l'évolution politique de l'Asie centrale ; lesquels à l'instar des Européens sont conditionnés par une vision faisant souvent prévaloir le prisme russe. Tout n'est pas bon à prendre pour autant dans cette production chinoise, souvent accessible - précisons-le - en anglais, d'autant que la production émanant de la littérature grise, mais aussi académique est soumise à des directives et à des formes de censure qui vont privilégier la question terroriste ou l'obsession sécuritaire à travers des courants idéologiques dont les auteurs cernent assez mal les contours. Je veux parler du panturquisme ou du pan-asianisme, pour ne citer que deux exemples. Si cette obsession sécuritaire n'est d'ailleurs pas exclusivement chinoise, elle montre toutefois un intérêt

grandissant de Pékin pour la région en termes d'opportunités économiques d'abord et avant tout puisque celle-ci ouvre, au-delà de la zone turcophone ou persanophone, vers les marchés européens et moyen-orientaux. Pour Xi Jinping, le ralliement de ces pays au nouvel ordre international qu'il appelle de ses vœux est également une double aubaine. Il constitue ainsi symboliquement autour de la Chine un rôle idéologique protecteur et dame le pion à la Russie en allant chasser dans une région qui constitue pourtant son précarré historique. En cela, la région est un observatoire très intéressant pour qui étudie les relations sino-russes, mais aussi le positionnement de puissances régionales dans le rapport plus global opposant la Chine aux États-Unis. Et puis, il y a le volet des Routes de la soie, anciennes et nouvelles qui confère aussi à la région une centralité qui ne s'est jamais démentie. Même si les velléités d'instrumentalisation de l'histoire par les différents acteurs leur permettent de se créer un narratif sur le mode d'une distinction existentielle, il est fascinant de voir que tous ont adhéré à un métarécit dont la Chine imprime la visée destinale.

**Pourquoi lier le Xinjiang et l'Asie centrale, d'un point de vue géopolitique ? À quoi renvoie l'aphorisme chinois *neiyou waihuan* (內憂外患), liant troubles internes et menace de l'étranger ?**

Lorsqu'on aborde des problèmes géopolitiques, il faut toujours s'intéresser à la signification des noms. « Xinjiang » signifie littéralement la « Nouvelle frontière » en langue chinoise. Entendons : un front pionnier comme pouvait l'être la frontière, toujours repoussée, du grand Ouest américain. Et la comparaison n'est pas fortuite : le Xinjiang, appelé encore au début du XX<sup>e</sup> siècle par les Européens le Turkestan chinois – pour le différencier du Turkestan russe – est un espace que la dernière dynastie impériale sino-mandchoue, celle des Qing (1644-1911), incite à coloniser en y déplaçant des populations Han ; politique que reprendra dès 1949 le Parti communiste chinois. Cette politique répond à plusieurs objectifs : renouer avec une tradition impériale initiée sous les Han (II<sup>e</sup> siècle avant notre ère), par l'établissement de villes garnisons contrôlant les points névralgiques des Routes de la soie, mais aussi, et en l'espèce dans le contexte du XIX<sup>e</sup> siècle, faire pièce à l'expansion coloniale russe dont Pékin se méfie tout autant que les exigences des puissances britannique et française à la faveur des guerres de l'Opium, en se voyant ouvrir sur son littoral, des concessions internationales. En somme, le Xinjiang, situé sur les marges de l'empire, opère tel un baromètre sur les risques que pourrait provoquer la collusion entre les révoltes locales et le soutien apporté par des puissances étrangères. C'est une constante dans l'histoire des empires : les troubles survenant sur les marges sont annonciateurs de changements profonds, à l'intérieur même du pays. Dont acte : la révolte des Taiping puis des Boxers, conjuguée aux soulèvements des populations

musulmanes du Yunnan et du Xinjiang auxquels s'ajoute le discrédit de la dynastie impériale soupçonnée de faire le jeu des puissances européennes va, on le sait, entraîner sa chute. Xi Jinping est obsédé par cette histoire. Cela se traduit par la volonté systématique de siniser cette région périphérique de la Chine et de l'arrimer au développement de cet arrière-pays que constitue cette Asie centrale ex-soviétique. Dans ce contexte, aucune hétérodoxie ne peut être tolérée. Ainsi la campagne « frapper fort » a rempli en apparence les objectifs escomptés : éradiquer toute revendication allant dans le sens d'une plus grande autonomie pour des Ouïgours désormais aux ordres ou dont les plus radicaux ont rejoint, dans des pays riverains, le camp des djihadistes. La politique très dure menée au Xinjiang revient aussi à se différencier de la politique de compromis à laquelle Gorbatchev semblait attaché. Le sort funeste de l'URSS comme celui de la dynastie Qing agissent comme de véritables contre-modèles et l'opinion majoritaire, celle des Han, sait grée à Xi Jinping de mener cette politique qui, on le sait s'est traduite par l'ouverture de camps de rééducation. Le Xinjiang est un bon indicateur de la popularité du régime. Dénoncé par les puissances occidentales pour les exactions menées contre les Ouïgours, rappelons par ailleurs qu'aucun État musulman, pas même la Turquie qui a pourtant des affinités très grandes avec le peuple ouïgour, n'a pour autant condamné cette politique de répression menée par le Parti communiste chinois. Ici encore la *realpolitik* prévaut et que ce soit à Islamabad, Riyad ou Téhéran, la cause des Ouïgours pèse bien peu face aux milliards d'investissements proposés par le pouvoir chinois.

### **À l'intérieur de ses frontières politiques actuelles, la Chine populaire peut-elle cohabiter avec l'Islam ?**

Difficilement, en effet et je ne suis pas loin de penser avec John Lagerwey que, sans jamais le dire, le Parti communiste mène une guerre de religions contre les religions de son pays. Que ces religions soient monothéistes ou pas, elles s'opposent en effet à un monopole de croyances détenu par le seul Parti communiste. D'où son acharnement à vouloir siniser les pratiques religieuses en truffant par exemple le Coran ou la Bible d'aphorismes empruntés à la pensée de Xi Jinping. Plus fondamentalement, le communisme en tant que religion séculière et universelle s'oppose à des principes défendus par l'Islam, totalement incompatibles avec l'idéocratie que défend le régime. La crainte, vieil atavisme que l'on sait, est que le pouvoir central voit s'esquisser une collusion entre les communautés musulmanes de Chine et des puissances ou des courants étrangers. Il est avéré que le wahhabisme a pénétré certains milieux de pratiquants au Ningxia, par exemple. Le rapprochement entre la Chine et l'Arabie Saoudite est certainement mu par des intérêts économiques, mais aussi une volonté d'établir

avec Riyad une réelle coopération pour lutter efficacement contre la possible radicalité de ce courant en Chine.

**On débat depuis une dizaine d'années en Chine d'un « pivot vers l'ouest », à la manière des stratèges Wang Jisi et Liu Yazhou. Comment cette stratégie vers les profondeurs continentales répond-elle à ses mouvements militaires vers « l'est », l'océan, et en particulier Taiwan ?**

Ce symétrique de situations entre l'est et l'ouest du pays est identifié depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Rappelons en effet qu'au moment même où l'empire commence à être menacé par les puissances européennes sur son flanc est, il se cherche une profondeur stratégique en conquérant ces régions de l'ouest appelées le Xinjiang et dans le but de faire barrage, comme nous l'avons dit plus haut, à l'expansion russe. Les principes stratégiques demeurent invariablement les mêmes : sécuriser les axes de communication par une présence militaire éparse et essentiellement aux abords des routes (ce que les Français durant la guerre du Vietnam appelaient « maintenir la peau du léopard »), neutraliser les factions et sanctuariser le territoire. Une offensive militaire s'accompagne toujours d'une offensive économique et le projet des Nouvelles Routes de la soie nous rappelle la convergence permanente entre ces deux objectifs. La mer de Chine est soumise aux mêmes principes et Taïwan, qui est au centre des objectifs de sanctuarisation de la mer de Chine, pourrait à terme être absorbée par des moyens diplomatiques et économiques comme le prône le Général Liu Yazhou que vous mentionnez. Les provocations militaires de l'APL n'étant, en l'espèce, qu'un moyen de pression parmi d'autres. Ce symétrique de situation se vérifie par ailleurs dans la configuration même du terrain : le Xinjiang est une immensité désertique (trois fois la superficie de la France), ceinturée d'oasis, tandis que la mer de Chine est constituée d'îles, et dont les plus conséquentes constituent une longue chaîne fermant la mer de Chine par rapport à l'Océan Pacifique. La conjoncture à l'ouest-est nettement plus favorable aux intérêts chinois qu'elle ne l'est à l'est où la stratégie chinoise est mise à mal par une forte présence américaine. À l'axe-pivot des intérêts stratégiques américains en Asie du Sud-Est correspond l'axe-pivot des intérêts stratégiques chinois au Xinjiang dont le contrôle donne accès non seulement à l'espace centrasiatique ex-soviétique, mais aussi au Cachemire.

**Au-delà de l'enjeu ouïgour et énergétique dans les républiques d'Asie centrale, l'axe continental et commercial de la BRI survivra-t-il à la guerre en Ukraine ? Ne représente-t-il pas une goutte d'eau, aux défis logistiques et géopolitiques encore gigantesques, face aux échanges maritimes ?**

La guerre en Ukraine a freiné le tronçon ferroviaire transitant par la Russie pour rejoindre l'Union européenne, de toute façon encore à ce jour plus coûteux que le fret maritime. Mais ce n'est pas pour autant que la BRI est dénoncée. Au contraire, un énorme chantier établissant une connectivité – numérique notamment - entre l'Asie centrale et le Moyen-Orient, mais aussi le Caucase se met en place. D'où le ralliement d'un très grand nombre de pays au projet BRI. L'Iran et l'Arabie Saoudite, pourtant antagonistes, sont de la partie, par exemple. Et la pandémie a rappelé que le fret maritime seul ne pouvait pas répondre à la demande. La Chine s'y prépare donc et par des alternatives associant le maritime et le continental. Je pense en particulier aux corridors sino-birman et sino-pakistanaïes qui permettent à la Chine de répondre au dilemme de Malacca. C'est aussi pour la Chine une manière d'exercer sa présence en contraignant ces pays à contracter une dette qui les oblige. En cela, la Chine déploie là encore une politique de sanctuarisation de ses intérêts, et ce, d'autant plus aisément que les Occidentaux brillent généralement par leur absence, et ce, pour des raisons qui relèvent avant tout du préjugé idéologique ou de l'ignorance.

**Le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), notamment vers le port de Gwadar, autant encensé que craint au milieu des années 2010, a-t-il un avenir commercial et stratégique ?**

Nous n'en prenons pas le chemin *a priori* surtout depuis les récents accrochages opposant les armées iranienne et pakistanaïse au Baloutchistan. Gwadar est situé dans une zone à risque et cela a toujours été. Les luttes pro-indépendantistes dans la région, le reflux des Hazaras sur fond de narcotraffics ne facilitent pas les choses. Mais Gwadar n'est qu'à quelques encablures de l'Arabie Saoudite et de l'Iran d'où proviennent 50 % des importations d'hydrocarbures pour la Chine. Par son réseau de pipelines, il permet de sécuriser les approvisionnements énergétiques de la Chine via le corridor pakistanaïse et ce, jusqu'au Xinjiang. Or, la sécurisation de cet espace n'est pas assurée. Le sentiment antichinois s'y est considérablement développé et Pékin, dans une position parfois ambiguë, soutient telle faction contre telle autre sans que la souveraineté du Pakistan ne soit ainsi respectée. L'attitude de Pékin à l'égard du terroriste Massoud Azhar est en cela particulièrement éloquent. Recherché par les autorités indiennes pour son implication dans plusieurs attentats, au Cachemire notamment, Pékin a constamment mis son veto à l'ONU et refuse de le condamner comme terroriste. La présence chinoise ne devrait donc pas faiblir d'autant que l'Inde établit des alliances de revers et développe à son tour ses propres corridors. Je pense au North South International Corridor qui relie Mumbai à la Russie via l'Iran, mais aussi à l'*India-Middle East-Europe Economic Corridor* qui, comme son nom l'indique, peut à terme concurrencer les intérêts de la Chine dans l'ensemble de la région et renforcer les liens entre l'Inde et l'Union européenne.

**On pointe depuis les années 1990 la concurrence inégale que la Chine livre à la Russie en Asie centrale. La guerre en Ukraine implique-t-elle une recomposition de cette relation, ou une intensification de la tendance ?**

Assurément. Même si Moscou conserve des bases dans la région (Tadjikistan et Kirghizistan) ainsi qu'une présence de douaniers au Turkménistan pour lutter contre les narcotrafics afghans, les dirigeants centrasiatiques ont fini par cultiver une certaine distance vis-à-vis du Kremlin. Les violentes diatribes du Président tadjik Emomali *Rahmon* contre *Vladimir Poutine* au sommet d'*Astana* (octobre 2022) sont restées dans toutes les mémoires. Un mois plus tôt, au sommet de l'*Organisation de Coopération Shanghai* réuni à *Samarkand* (Ouzbékistan), c'est *Xi Jinping* qui bien que se ralliant au projet défendu par *Vladimir Poutine* pour établir un nouvel ordre international, rappelait à son partenaire russe la nécessité de respecter la souveraineté des États. C'est moins la crise ukrainienne qui était ainsi évoquée que l'intervention russe dans le cadre de l'*Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC)* que *Vladimir Poutine* avait décidé en janvier 2022 au Kazakhstan alors dénoncée. Enfin, en mai 2023, la diplomatie chinoise réunissait à *Xi'an* les principaux pays de l'Asie centrale. S'il s'agissait pour Pékin, et dans une dialectique proactive, de répondre au sommet du G7 d'*Hiroshima* en montrant ainsi que la Chine n'était en rien isolée, il s'agissait aussi de poursuivre le rapprochement entre les capitales centrasiatiques et Pékin amorcé quelques mois plus tôt. Au reste les dirigeants centrasiatiques ne demandent pas mieux que de coopérer avec Pékin, car la Chine a des moyens colossaux dont ne dispose pas la Russie. Et puis, les mentalités centrasiatiques se sont considérablement décolonisées. Au point où la langue de *Pouchkine* y est de moins en moins parlée et que nombre de lieux de mémoire liés à la culture russe tendent à s'effacer. Je pense tout particulièrement à la poétesse saint pétersbourgeoise *Anna Akhmatova* qui s'était réfugiée à *Tachkent* durant la guerre, mais dont le souvenir, entre autres exemples, est désormais oublié.

**Comment perçoit-on l'Ukraine, dans l'Asie centrale de 2024 ?**

Avec sympathie pour une bonne partie des populations. À l'exception notable du Kirghizistan qui considère la présence des militaires russes sur son territoire comme une assurance-vie. Cette solidarité vis-à-vis de l'Ukraine en dit long sur le passif de mémoire qui oppose certaines capitales comme *Tachkent* vis-à-vis de Moscou en particulier dans ce qui a trait aux commémorations de la seconde mondiale. Dans ce contexte, les autorités ouzbèkes réfutent l'expression de « grande Guerre patriotique » en alléguant le fait que les Ouzbeks ont été sacrifiés pour défendre avant tout les intérêts russes. En réalité la guerre en Ukraine révèle

une très grande acrimonie à l'encontre des Russes. Et ce sentiment est redoublé par la présence de jeunes Russes réfugiés dans la région pour échapper à leurs obligations militaires. Beaucoup y voient une tentative d'invasion – ce qui est en soi exagéré – mais aussi et surtout les prémices à une déstabilisation économique. Le prix des logements par exemple a explosé ; les propriétaires peu scrupuleux y voyant une aubaine bien sûr. Ces bouleversements provoquent des tensions et beaucoup de Centrasiatiques voient par ailleurs d'un très mauvais œil le fait que les leurs, des travailleurs clandestins, originaires de l'Asie centrale (soit près de quatre millions de travailleurs immigrés, des hommes en majorité), soient enrégimentés de force dans l'armée russe en cas de rafle, et ce, pour aller servir sur le front ukrainien. Ces hommes sont soumis à une double peine, car leur pays d'origine les menace d'une déchéance de leur nationalité au cas où ils finiraient par être enrôlés. Nous avons là un phénomène que nous avons bien connu avec les Alsaciens ou « malgré Nous » intégrés de force dans l'armée allemande, durant le second conflit mondial. Incompréhension et sentiment de trahison, de part et d'autre, peuvent à terme se retourner contre ces hommes et nourrir sur le temps long un puissant ressentiment.

**Quelle est la place de la Chine, dans les tentatives des républiques centrasiatiques d'affirmer leur indépendance vis-à-vis de Moscou ? N'y a-t-il pas un risque, pour elles, de remplacer un hégémon par un autre ?**

C'est précisément le sentiment qui domine en Asie centrale. S'esquisse d'ailleurs un divorce consommé entre l'opinion et les dirigeants. Ces derniers sont totalement acquis à une coopération renforcée avec Pékin tandis que les opinions sont, elles, beaucoup plus récalcitrantes. Et notamment dans les zones frontalières (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan) ou encore au Pakistan (Baloutchistan) et en Afghanistan. La Chine n'y est pas la bienvenue. Elle est perçue comme prédatrice et sa politique de répression contre les Ouïgours n'est évidemment pas à son avantage.

**Quel avenir pour la diplomatie dite *multi-vectorielle* des gouvernements d'Asie centrale ?**

Comme nous l'avons dit plus haut, elle répond à un souci que tous les pays de la région partagent : échapper à l'hégémon chinois. Toutefois, nul ne peut s'affranchir du déterminisme géographique, de cette tyrannie qu'impose la géographie. Ces pays étant enclavés, ils ne peuvent se permettre de s'aliéner un tel partenaire. D'autant qu'il leur est difficile de faire jouer la concurrence avec les États-Unis qui, échaudés par leur camouflet et leur retrait de Kaboul en août 2021, ne font plus de la région une priorité. Et puis parce que Washington peut

très largement se passer de l'Asie centrale sur le plan économique. L'élimination en 2011 de Ben Laden donne par ailleurs aux Américains le sentiment de s'être acquitté d'une tâche importante, éliminer le terrorisme dans la région, et ne plus devoir y revenir. Restent les puissances régionales avec lesquelles coopérer, mais le soupçon d'ingérence pèse lorsqu'il s'agit d'aller plus avant avec des pays tels que la Turquie, l'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Pakistan. Les pays de l'Asie centrale sont farouchement attachés à leur indépendance. Or, la multi-vectorialité de leur diplomatie pourrait faire en sorte que tous adhèrent à un projet inclusif de marché commun. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous n'en prenons pas le chemin. Les inimitiés sont nombreuses et les contentieux de frontières obèrent un tel projet pour l'avenir. Bref, l'avenir y est incertain et si la Chine fait le pari du développement de cet arrière-pays, c'est qu'elle y voit des opportunités et que son avenir est pour partie lié aussi à cette région. Soit son pari de développement réussi, soit nous assisterons à une « palestinsation » de la région dont le problème ouïgour n'est en définitive que la partie la plus visible de l'iceberg.

**Plus largement, qu'attend l'Asie centrale, et notamment les puissances kazakhes et ouzbèkes, de l'Occident ? Et quelle carte la France peut-elle jouer dans la région ?**

Nous y avons déjà répondu, mais surtout je vois pour la France et l'Union européenne une façon d'expérimenter une forme de guérilla diplomatique dans des régions situées à la lisière de la Russie et de la Chine. Mais il reste encore des angles morts dans cette pertinence diplomatique. Le Pakistan en est un. Par cécité idéologique (une fois de plus) nous privilégions notre partenariat avec l'Inde. Or, le Pakistan peut être à son tour un laboratoire pour notre propre diplomatie. François Mitterrand avait esquissé un rapprochement très ambitieux avec Islamabad. Or, pour toutes sortes de raisons liées à un climat il est vrai plutôt défavorable à notre endroit, la coopération franco-pakistanaise en est au point mort. Comment peut-on ignorer à ce point un pays de 200 millions d'habitants ?

**On a souvent l'impression que l'Asie centrale constitue, notamment depuis le retrait d'Afghanistan, le parent pauvre de la diplomatie américaine. Qu'en retient la Chine ?**

« L'opposé coopère » écrivait Héraclite. La nature ayant horreur du vide, les Chinois s'engouffrent dans la béance laissée par les Américains. On le voit tout particulièrement en Afghanistan. Pékin a accueilli un ambassadeur dépêché par le régime taliban et s'apprête à établir des relations diplomatiques officielles avec Kaboul comme l'avait fait la diplomatie chinoise en reconnaissant dans les années quatre-vingt-dix le premier régime taliban. Ce qu'il

faut retenir de cela c'est que Pékin ne s'embarrasse évidemment pas d'idéologie et discute directement avec les talibans sans passer par des intermédiaires parfois douteux comme le font les Américains en organisant sous l'égide du Qatar des rencontres informelles avec les diplomates talibans. C'est plus intelligent. C'est plus efficace, et les gisements de cuivre afghans seront *in fine* entièrement gérés par les Chinois. Les Américains ne se seront intéressés à la région que durant une période très courte de leur histoire. En 1990, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères James Baker se rend en Mongolie, mais jusqu'aux attentats du 11 septembre, l'Asie centrale est pour Washington une *terra incognita*. Leur intervention en Asie centrale et leur intérêt contraint commencent à partir véritablement de cette période en établissant une corrélation dangereuse entre l'Irak et l'Afghanistan. L'échec a été au rendez-vous. Et je ne vois pas les Américains se réinvestir dans la région avant longtemps sauf s'ils sollicitent des tiers comme acteurs du très Grand Jeu en les opposant à la Chine. Je vois ainsi les Indiens qui ont commencé à faire du Baloutchistan, et ce, dans le prolongement du Cachemire, un théâtre de confrontation avec le Pakistan, partenaire de la Chine.

**Vous écrivez, en parlant d'Asie centrale, que « l'impérialisme chinois est plus fécond que celui des puissances coloniales européennes ». Parlez-vous d'histoire ou d'actualité ?**

J'insiste sur le fait que la médiation et la forme pragmatique mise en œuvre par Pékin sont précieuses dans le processus d'apaisement de certains conflits comme en Afghanistan. Elle manifeste aussi une capacité à vaincre sans combattre ; en outre le développement en termes d'infrastructures et peut-être de biens publics qu'elle propose pour des régions stratégiques est indéniable. Maintenant loin de moi le préjugé, largement entretenu par la propagande chinoise, selon lequel la Chine est une puissance pacifique qui n'aurait jamais eu recours aux armes dans ses politiques de conquête. Ces conquêtes sont d'ailleurs très nombreuses et il suffit de se pencher sur une carte pour voir que la toponymie témoigne précisément d'une pacification d'espaces convoités à la fois par la culture et les armes. Et c'est une constante dans l'histoire de la Chine jusqu'à l'époque actuelle naturellement.

**J'entends que de votre point de vue, la stratégie chinoise est aussi marquée par une évidente prudence, notamment concernant les conflits actuels en Asie centrale...**

Oui, et la Chine ne veut surtout pas y être mêlée. Au reste son armée n'est pas comparable à celle de la Russie, car elle ne dispose pas de forces de projection

opérationnelles pour agir en ce sens, tout au moins et encore à ce jour pour des interventions à très large spectre comparables à celles menées par l'OTSC. Fidèle à elle-même, elle se met en retrait dans les situations de conflits. Elle n'est ainsi jamais intervenue dans les rivalités entre Kirghizes et Ouzbeks, dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, par exemple. Et en dehors de notre champ géographique, elle n'intervient pas non plus comme vous pouvez le constater aux côtés des forces navales européo-américaines en mer Rouge alors que les navires visés par les houthistes du Yémen sont souvent associés à des transactions commerciales qui impactent également la Chine. Si la base chinoise de Djibouti permettrait aisément aux navires chinois d'intervenir également, Pékin n'en fait rien. Les pays de la région le savent au point où s'ils sont prompts à faire des affaires avec les Chinois, mais ils n'en restent pas moins vigilants sur le plan stratégique et cherchent avant tout à bénéficier du parapluie sécuritaire américain. En cela, les pays du Golfe sont nettement plus avantagés que les Centrasiatiques naturellement puisque s'offrent à eux deux partenaires de poids dont ils peuvent exploiter les ressources.

**La culture occidentale et le modèle démocratique-représentatif séduisent-ils encore la jeunesse d'Asie centrale ? Comment la Chine perçoit-elle cette influence ?**

Guère pour répondre à votre première question. Ce à quoi aspirent les Centrasiatiques, jeunes et moins jeunes, c'est la prospérité et l'ordre. La démocratie, revendiquée notamment par les religieux dans la capacité qui leur serait donnée d'avoir droit au chapitre, et d'exercer librement leur foi n'est pas du goût de tous. Les plus traditionalistes voient par ailleurs un danger se profiler dans l'arrachement d'un très grand nombre à leur terroir, à leurs valeurs ou, au contraire, une formidable opportunité pour faciliter le prosélytisme. Le risque d'une talibanisation des mentalités comme en Ouzbékistan est réel et ces influences multiples y compris la modernité occidentale et ses valeurs démocratiques sont perçues comme une étrangeté voire un danger. N'oublions pas non plus que cette région du monde n'aura jamais connu que le totalitarisme soviétique ou des régimes autoritaires claniques et patrimoniaux comme ceux que nous connaissons aujourd'hui. Or, la démocratie ne se décrète pas. Elle s'apprend et c'est un plébiscite de tous les jours. Pourvu que les conditions en permettent l'éclosion. Ces conditions ne sont toutefois pas réunies.

**Comment les Chinois gèrent, ou contiennent-ils, le retour des Talibans au pouvoir à Kaboul, ainsi que les inquiétudes de leurs voisins centrasiatiques à ce sujet ?**

Par la négociation comme nous l'avons dit et en partant d'un postulat qui émane de leur propre culture politique : les sociétés ne se gèrent qu'à l'aide d'un État. Or, l'Afghanistan étant en anarchie, il est aux antipodes d'une telle construction politique. Et les talibans le leur rappellent tous les jours en insistant sur le fait que des régions entières échappent à leur contrôle. Le pari chinois est donc un pari risqué, mais il permet aussi à ses partenaires de la région de s'appuyer sur des interlocuteurs qui ont malgré tout un certain pouvoir dont nul ne peut ignorer l'importance. Ici encore le pragmatisme prévaut. Les intérêts souverainistes chinois aussi. Ce qui me frappe en tout cas, c'est que le gouvernement chinois n'a jamais proposé d'accueillir des réfugiés afghans sur son territoire et que la Chine ne fait pas rêver les Afghans. La preuve : les candidats au départ pour l'Union européenne sont légion. Vers la Chine, en revanche, vous n'en avez pas un seul.

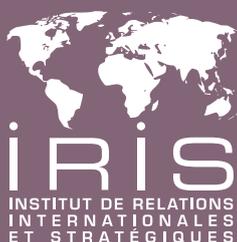
**Pour finir, si vous deviez résumer la problématique géopolitique posée par l'influence de Pékin en Asie centrale, que reteniriez-vous de plus critique ?**

Un prolongement des intérêts chinois vers cet étranger proche avec le risque pour la Chine de s'aliéner des régions musulmanes qui lui sont de plus en plus hostiles. Et surtout une marginalisation de la Russie qui risque *in fine* de déprécier Moscou en tant que grande puissance internationale.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.